



UNIVERSITÉ LIBRE DE BRUXELLES



# Les conditions de la protection et de la contrefaçon du droit d'auteur à travers le prisme des droits fondamentaux

Julien Cabay

Chercheur postdoc (FNRS) et lecturer (LL.M.) à l'ULB  
Centre de droit privé, Unité de droit économique

Chargé de cours à l'ULg  
Liège Competition and Innovation Institute (LCII)

[jcabav@ulb.ac.be](mailto:jcabav@ulb.ac.be)



# Plan de l'exposé

- I. Les droits fondamentaux dans l'UE
- II. Le droit d'auteur et les droits fondamentaux dans l'UE
- III. L'objet de la protection du droit d'auteur dans l'UE
- IV. L'objet de la protection du droit d'auteur : de la « mise en balance des intérêts »...
- V. L'objet de la protection du droit d'auteur : ... au « juste équilibre »
- VI. Le choix « créatif » dans la société de l'information

# I. Les droits fondamentaux dans l'UE

# Les droits fondamentaux dans l'UE

- Etats membres
  - PIDCP
  - CEDH
  - Constitutions
- Union européenne
  - Droits fondamentaux (droit int'l ; traditions constit) = PGD
    - Art. 6, § 2 TUE
  - **Charte des droits fondamentaux**

# Les droits fondamentaux dans l'UE

- Charte des droits fondamentaux
  - Valeur juridique
    - = Traités (art. 6, § 1<sup>er</sup> TUE)
  - Champ d'application et destinataires
    - Institutions et organes UE (art. 51, § 1<sup>er</sup> Charte)
    - EM « Isq ils mettent en œuvre le droit UE »  
(*idem*)
      - = « entre dans le champ d'application droit UE »  
(C.J.U.E., *Åklagaren c. Fransson*, C-617/10)
  - Rapports avec autres droits fondamentaux
    - Même sens et portée que droits CEDH ; poss protection + étendue (art. 52, § 3)
    - Charte ne limite pas droit int'l (art. 53)

# Les droits fondamentaux dans l'UE

- Rappports droit UE et Charte
  - CJUE, avis 2/13
    - Respect Charte = « (...) condition de légalité des actes de l'Union, de sorte que ne sauraient être admises dans l'Union des mesures incompatibles avec ces mêmes droits » (§ 169)
  - CJUE, *Åklagaren c. Fransson*, C-617/10
    - « (...) il ne saurait exister de cas de figure qui relèvent ainsi du droit de l'Union sans que lesdits droits fondamentaux trouvent à s'appliquer. L'applicabilité du droit de l'Union implique celle des droits fondamentaux garantis par la Charte » (§ 21)

# Les droits fondamentaux dans l'UE

- Droits et libertés Charte
  - **Liberté d'expression et d'information** (art. 11)
    - Idée et mode d'expression (Cour EDH, *Oberschlick c. Autriche*)
    - Artistique (Cour EDH, *Müller c. Suisse*)
    - Commercial (CJUE, *Philip Morris Brand c. Secretary of State for Health*, C-547/14)
  - **Liberté d'entreprise** (art. 16)
    - CJUE, *UPC Telekabel Wien c. Constantin Film*, C-314/12
      - « (...) notamment le droit, pour toute entreprise, de pouvoir librement disposer, dans les limites de la responsabilité qu'elle encourt pour ses propres actes, des ressources économiques, techniques et financières dont elle dispose » (§ 49)
    - CJUE, *Sky Österreich c. Österreichischer Rundfunk*, C-283/13
      - « (...) liberté d'exercer une activité économique ou commerciale, la liberté contractuelle et la concurrence libre » (§ 42)
  - « La **propriété intellectuelle** est protégée » (art. 17, § 2)

# Les droits fondamentaux dans l'UE

- Droits et libertés non absolus (Charte)
  - Art. 52, § 1<sup>er</sup>
    - « Toute limitation de l'exercice des droits et libertés reconnus par la présente Charte doit être prévue par la loi et respecter le contenu essentiel desdits droits et libertés. Dans le respect du principe de proportionnalité, des limitations ne peuvent être apportées que si elles sont nécessaires et répondent effectivement à des objectifs d'intérêt général reconnus par l'Union ou au besoin de protection des droits et liberté d'autrui »



# Les droits fondamentaux dans l'UE

- Droits et liberté non absolus (CJUE)
  - **Liberté d'expression et d'information**
    - Renvoi jur. Cour EDH sur l'art. 10, § 2 CEDH (prévues par la loi ; but légitime ; nécessaire dans une société démocratique)
    - Cf. C.J.C.E., *Herbert Karner Industrie-Auktionen c. Troostwijk*, C-71/02)
  - **Liberté d'entreprise**
    - CJUE, *Sky Österreich c. Österreichischer Rundfunk*, C-283/13
      - « (...) la liberté d'entreprise ne constitue pas une prérogative absolue, mais doit être prise en considération par rapport à sa fonction dans la société » (§ 45)
  - **Propriété intellectuelle**
    - CJUE, *Scarlet Extended c. SABAM*, C-70/10
      - « (...) il ne ressort nullement de [l'article 17, § 2 de la Charte], ni de la jurisprudence de la Cour, que [le droit de propriété intellectuelle] serait intangible et que sa protection devrait donc être assurée de manière absolue » (§ 43)

# Les droits fondamentaux dans l'UE

- *Quid* Isq limitation fondée sur protection des droits fondamentaux ?
  - CJUE, *Promusicae c. Telefónica de España*, C-275/06
    - « (...) question de la conciliation nécessaire des exigences liées à la protection des différents droits fondamentaux (...) » (§ 65)
    - « **juste équilibre** » (§ 66)

# Les droits fondamentaux dans l'UE

- « Juste équilibre »
  - Destinataires ?
    - Institutions UE : adoption droit UE
      - Cf. CJUE, *Deutsches Weintor c. Land Rheinland-Pfaiz*, C-544/10, § 47
    - Législateur EM : transposition droit UE
      - Cf. CJUE, *Promusicae c. Telefónica de España*, C-275/06, § 68
    - Juridictions EM : mise en œuvre droit UE
      - Cf. CJUE, *Deckmyn c. Vandersteen*, C-201/13, § 32

# Les droits fondamentaux dans l'UE

- « Juste équilibre »
  - Appréciation ?
    - Jurisprudence CJUE récente et abondante
    - Cas par cas
    - JC : analyse conséquences (rappr. interprétation téléologique) et alternatives (rappr. interprétation systématique)
      - Ex : **CJUE, *Mc Fadden c. Sony Music Entertainment Germany*, C-484/14**

# Les droits fondamentaux dans l'UE

- CJUE, *Mc Fadden c. Sony Music Entertainment Germany*, C-484/14
  - Faits
    - Exploitation réseau wifi, accès non protégé, gratuit et anonyme
    - Utilisation réseau par un tiers et violation droit voisin (phonogramme)
  - Injonctions possibles contre exploitant pour prévenir violation future ?
    - Smt 3 possibilités (suivant juridiction nationale) :
      - 1° surveiller l'ensemble des informations transmises
      - 2° arrêter complètement la connexion à Internet
      - 3° sécuriser la connexion au moyen d'un mot de passe

# Les droits fondamentaux dans l'UE

- Raisonement CJUE (*Mc Fadden*)
  - Analyse conséquences (§§ 87-96)
    - 1° surveiller l'ensemble des informations transmises (§ 87)
      - = obligation générale de surveillance (interdite par art. 15, § 1<sup>er</sup> dir. 2000/31)
      - = atteinte caractérisée liberté d'entreprise (cf. CJUE, *Scarlet Extended c. SABAM*, C-70/10, § 47 : « système informatique complexe, coûteux, permanent, à ses seuls frais »)
      - = **pas de juste équilibre**
    - 2° arrêter complètement la connexion à Internet (§§ 88-89)
      - = interdiction complète de l'activité économique consistant à fournir un accès Internet
      - = atteinte caractérisée liberté d'entreprise
      - = **pas de juste équilibre**
    - 3° sécuriser la connexion au moyen d'un mot de passe
      - = pas d'atteinte au contenu essentiel liberté entreprise et liberté information, strictement ciblée, efficace
      - = **potentiellement juste équilibre**
  - Analyse alternatives (§§ 97-99)
    - Seulement 3 possibilités (suivant la juridiction nationale)
    - 1° et 2° = ingérence caractérisée ; 3° = pas ingérence caractérisée
      - » Refus 3° = droit fondamental à la propriété intellectuelle privé de toute protection
      - » = **pas de juste équilibre**



## II. Le droit d'auteur et les droits fondamentaux dans l'UE

# Le droit d'auteur et les droits fondamentaux dans l'UE

- Droit d'auteur = limitation liberté d'expression et d'information, liberté d'entreprise ?
  - Directive 2001/29
    - Considérant 3 : « L'harmonisation envisagée contribuera à l'application des quatre libertés du marché intérieur et porte sur le respect des principes fondamentaux du droit et notamment de la propriété, dont la propriété intellectuelle, et de la liberté d'expression et de l'intérêt général »
    - Considérant 31 : « Il convient de maintenir un juste équilibre en matière de droits et d'intérêts entre les différentes catégories de titulaires de droits ainsi qu'entre celles-ci et les utilisateurs d'objets protégés (...) »



# Le droit d'auteur et les droits fondamentaux dans l'UE

- Droit d'auteur = limitation liberté d'expression et d'information, liberté d'entreprise ?
  - CJCE (Charte pas juridiquement contraignante)
    - *Laserdisken c. Kulturministeriet*, C-479/04
      - « à supposer que » règle épuisement communautaire restreint liberté d'information = ingérence justifiée au sens art. 10, § 2 CEDH (§§ 64-65)
  - Cour EDH
    - *Neij et Sunde Kolmisoppi c. Suède ; Ashby Donald c. France*
      - Condamnation sur la base du droit d'auteur = ingérence justifiée au sens art. 10, § 2

# Le droit d'auteur et les droits fondamentaux dans l'UE

- Droit d'auteur = limite liberté d'expression et d'information, liberté d'entreprise !
  - CJUE (Charte juridiquement contraignante)
    - Mise en œuvre
      - Jurisprudence injonctions FAI (spéc. CJUE, *Scarlet Extended c. SABAM*, C-70/10 ; *SABAM c. Netlog*, C-360/10 ; *Mc Fadden c. Sony Music Entertainment Germany*, C-484/14)
        - = **pas de juste équilibre**
    - Exceptions
      - *Painer c. Standard VerlagsGmbH*, C-145/10 (§§ 134-136)
        - » Citation = juste équilibre liberté d'expression utilisateurs/droits auteur
        - » Citation dans œuvre protégée ou non sans pertinence
        - » Implicite : condition que citation slmt si œuvre citante protégée par le droit d'auteur = **pas de juste équilibre**
      - *Deckmyn c. Vandresteen*, C-201/13 ( §§ 18-35)
        - » Parodie = juste équilibre liberté d'expression utilisateurs /droits auteur
        - » Conditions : évoquer œuvre existante et humour
        - » Conditions additionnelles (in abstracto) = **pas de juste équilibre**
        - » Vérification (in concreto) **juste équilibre**

# Le droit d'auteur et les droits fondamentaux dans l'UE

- *Quid* du « juste équilibre » droit d'auteur/liberté d'expression et d'information, liberté d'entreprise ?
  - 4 éléments
    - Exceptions ? Mise en œuvre ?
      - Cf. jur. CJUE précitée
    - Durée ?
      - Comp. « mise en balance des intérêts », jur. certificats complémentaires de protection
        - » CJUE, *Actavis c. Boehringer Ingelheim Pharma*, C-577/13, § 36
      - Comp. « mise en balance des intérêts », jur. exclusion des formes techniques droit des marques/dessins ou modèles
        - » CJUE, *Lego c. OHMI*, C-48/09, § 44
    - **Objet de la protection ?**

### III. L'objet de la protection du droit d'auteur dans l'UE

# L'objet de la protection du droit d'auteur dans l'UE

- Les conditions de la protection
  - Forme
  - **Originalité**
- Les conditions de la contrefaçon
  - Similitudes
  - **Emprunt coupable**

# L'objet de la protection du droit d'auteur dans l'UE

- L'originalité en droit UE
  - Définition
    - CJUE, *Infopaq*, C-5/08
      - « création intellectuelle propre à son auteur »
  - Appréciation
    - CJUE, *Painer*, C-145/10
      - « choix libres et créatifs », « touche personnelle »
    - CJUE, *Football Dataco*, C-173/11
      - Définition en creux : le critère de l'originalité « n'est pas rempli lorsque la constitution de la base de données est dictée par des considérations techniques, des règles ou des contraintes qui ne laissent pas de place pour une liberté créative » (§ 39)
  - Charge de la preuve ?
    - Comp. sur la preuve du caractère distinctif de la marque
      - CJUE, *Oberbank c. Deutscher Sparkassen- und Giroverband*, C-217/13 et C-218/13

# L'objet de la protection du droit d'auteur dans l'UE

- L'emprunt coupable en droit de l'UE
  - Reproduction
    - CJUE, *Infopaq*, C-5/08
      - « la reprise d'un extrait d'une œuvre est susceptible de constituer une reproduction partielle si, un tel extrait contient un élément de l'œuvre qui, en tant que tel, exprime la création intellectuelle propre de l'auteur » (§ 48)
  - Adaptation ?
    - Pas explicitement harmonisé ds dir. 2001/29 (≠ programmes d'ordinateur et bases de données, cf. dir. 2009/24 et 96/9)
    - MS, cf. not. jur. CJUE cas d'adaptation en droit national
      - *Painer*, C-145/10 (freie Benutzung ou Bearbeitung)
      - *Deckmyn*, C-201/13 (parodie)
      - *Art & All posters*, C-419/13 (transfert sur toile)
      - *SAS Institute*, C-406/10 (transposition programme informatique à manuel d'utilisation)
  - Charge de la preuve ?
    - Comp. sur la preuve de l'atteinte à la marque et dessin ou modèle communautaire non enregistré
      - CJUE, *Class International c. Colgate Palmolive*, C-405/03
      - CJUE, *Gautzsch Großhandel c. Münchener Boulevard Möbel Joseph Duna*, C-479/12

# L'objet de la protection du droit d'auteur dans l'UE

- Originalité (aspects matériels et probatoires)
- L'emprunt coupable (aspects matériels et probatoires)
- = Champ d'application droit UE =  
justiciable Charte des droits  
fondamentaux



## IV. L'objet de la protection du droit d'auteur : de la « mise en balance des intérêts »...

# L'objet de la protection du droit d'auteur : de la « mise en balance des intérêts »...

- CJUE, *BSA*, 393/09
  - « (...) lorsque l'expression est dictée par la fonction technique, le critère de l'originalité n'est pas rempli car **les différentes manières de mettre en œuvre une idée sont si limitées que l'idée et l'expression se confondent** » (§ 49)
    - = application du critère du « choix libre »
    - = *merger doctrine (US)*
      - Cf. *Herbert Rosenthal Jewelry Corp. v. Kalpakian* (9th Cir. 1971)
        - » « When the 'idea' and its 'expression' are (...) inseparable, copying the 'expression' will not be barred, since protecting the 'expression' in such circumstances would confer a monopoly of the 'idea' upon the copyright owner free of the conditions and limitations imposed by the patent law »

# L'objet de la protection du droit d'auteur : de la « mise en balance des intérêts »...

- Comp. *Merger doctrine* (US) : la mise en balance des intérêts comme fondement
  - Patents
    - Cf. *Association for Molecular Pathology et al. v. Myriad Genetics, Inc., et al.* (S.Ct. 2013)
      - « (...) patent protection strikes a delicate **balance** between creating “incentives that lead to creation, invention and discovery” and “imped[ing] the flow of information that might permit, indeed spur, invention (...) »
  - Idea/expression dichotomy
    - Cf. *Golan v. Holder* (S. Ct. 2012)
      - « (...) idea/expression dichotomy strike[s] a definitional **balance** between the First Amendment and the Copyright Act by permitting free communication of [ideas, theories and] facts while still protecting an author’s expression (...) »<sup>9</sup>

# L'objet de la protection du droit d'auteur : de la « mise en balance des intérêts »...

- Comp. exclusion des formes techniques (UE) : la mise en balance des intérêts comme fondement
  - Marques : art. 7, §1<sup>er</sup>, e), ii) règl. 207/2009 ; 4, § 1<sup>er</sup>, e, ii) dir. 2015/2436
    - Cf. également dessins et modèles : art. 8, § 1<sup>er</sup> règl. 6/2002 ; 7, §1<sup>er</sup> dir. 98/71
  - CJUE, *Lego. OHMI*, C-48/09 P, §§ 44-48
    - « **mise en balance** de deux considérations »
      - Intérêt général à la libre disposition des solutions techniques en dehors du droit des brevets
      - Intérêt particulier à la protection par marque/dessin ou modèle des formes techniques mais non exclusivement

# L'objet de la protection du droit d'auteur : de la « mise en balance des intérêts »...

- *Merger doctrine* (UE) : la mise en balance des intérêts comme fondement ?
  - Ccl av. gén. Bot sous *BSA*
    - « (...) Si une telle possibilité était offerte, cela aurait pour conséquence de conférer un monopole à certaines sociétés sur le marché des programmes d'ordinateur, mettant ainsi un frein considérable à la création et à l'innovation sur ce marché, ce qui irait à l'encontre de l'objectif de la directive 2001/29 » (§ 76)
  - Comp. CJUE, *SAS Institute*, C-406/10
    - « (...) admettre qu'une fonctionnalité d'un programme d'ordinateur puisse, en tant que telle, être protégée reviendrait à offrir la possibilité de monopoliser les idées, au détriment du progrès technique et du développement industriel » (§ 40)
    - Cf. également ccl av. gén. Bot sous *SAS Institute* (§ 57)

# L'objet de la protection du droit d'auteur : de la « mise en balance des intérêts »...

- Comp. *Merger doctrine* (US) : application de la mise en balance des intérêts
  - Une seule manière d'exprimer une idée
    - Cf. *supra* (*Herbert Rosenthal Jewelry Corp. v. Kalpakian*)
  - Un nombre limité d'exprimer une idée
    - Cf. *Morrissey v. Procter & Gamble Co.* (1st Cir. 1967)
      - « When the uncopyrightable subject matter is very narrow, so that 'the topic necessarily requires', if not only one form of expression, at best only a limited number, to permit copyrighting would mean that a party or parties, by copyrighting a mere handful of forms, could exhaust all possibilities of future use of the substance. In such circumstances it does not seem accurate to say that any particular form of expression comes from the subject matter. However, it is necessary to say that the subject matter would be appropriated by permitting the copyrighting of its expression. We cannot recognize copyright as a game of chess in which the public can be checkmated »

# L'objet de la protection du droit d'auteur : de la « mise en balance des intérêts »...

- Comp. exclusion des formes techniques (UE) : application de la mise en balance des intérêts
  - Une seule forme possible
    - « exclusivement » et « nécessaire » (cf. règl. et dir.)
  - Plusieurs formes possibles
    - Rejet du critère de la « multiplicité des formes » (CJCE, *Philips c. Remington*, C-299/99, §§ 81-83)
    - Cf. raisonnement CJUE, *Lego. OHMI*, C-48/09 P, §§ 55-56
      - Existence d'alternatives n'a pas pour csq que l'enregistrement « laisserait intacte la disponibilité de la solution technique »
      - Enregistrement permet d'interdire « la même forme et les formes similaires » et donc alternatives inutilisables

# L'objet de la protection du droit d'auteur : de la « mise en balance des intérêts »...

- La mise en balance des intérêts comme fondement de l'originalité ? Application ?
  - Une seule forme possible
    - Choix « non libre »
    - Intérêt général à la libre disposition forme « non libre »
    - **Pas original**
  - Plusieurs formes possibles
    - Choix « libre »
    - Poss. pas d'intérêt général à la libre disposition forme « libre »
    - Poss. intérêt particulier à l'appropriation forme « créative »
    - **Original si choix « créatif »**
- Outil insuffisant pour apprécier « créativité »



## V. L'objet de la protection du droit d'auteur : ... au « juste équilibre »

# L'objet de la protection du droit d'auteur :

## ... « au juste équilibre »

- Thèse JC, *L'objet de la protection du droit d'auteur – Contribution à l'étude de la liberté de création*
- Prospective : le « juste équilibre » comme fondement des conditions de la protection et de la contrefaçon
  - Droits, intérêts et libertés en conflit :
    - Créateur 1 : intérêt particulier à l'appropriation création 1
      - Propriété intellectuelle
    - Créateur 2 : intérêt particulier à l'appropriation création 2
      - Propriété intellectuelle
    - Tiers : intérêt général à la libre disposition
      - Liberté d'expression et d'information
      - Liberté d'entreprise

# L'objet de la protection du droit d'auteur :

... « au juste équilibre »

- Choix « libre »
  - JC : la forme résulte d'un choix libre si celui-ci n'est pas entièrement dicté par les contraintes qui s'imposent au créateur dans le contexte de la création
  - Juste équilibre ?

# L'objet de la protection du droit d'auteur :

## ... « au juste équilibre »

- Choix « libre »

	PI créateurs	Liberté d'expression/entreprise tiers
<b>Choix « libre » protégeable = juste équilibre</b> car...	= contribution personnelle = justification droit d'auteur	Liberté pour tiers soumis à des contraintes identiques
<b>Choix « non libre » protégeable = pas de juste équilibre</b> car ...	≠ contribution personnelle ≠ justification droit d'auteur	Si protégé, pas de liberté pour tiers soumis à des contraintes identiques

# L'objet de la protection du droit d'auteur :

... « au juste équilibre »

- Choix « créatif »
  - JC : la forme résulte d'un choix créatif s'il n'existe pas de possibilité raisonnable que d'autres créateurs, placés dans les mêmes circonstances, fassent (dans le futur) le choix d'une forme identique ou similaire de manière indépendante
  - Juste équilibre ?

# L'objet de la protection du droit d'auteur :

## ... « au juste équilibre »

- Choix « créatif »

	PI créateur 1	PI créateur 2	Liberté d'expression/entreprise tiers
<b>Choix « créatif »</b> protégeable = juste équilibre car...	= contribution personnelle = justification droit d'auteur	= contribution personnelle = justification droit d'auteur	Liberté pour tiers placés dans les mêmes circonstances, sous réserve de copie
<b>Choix « non créatif »</b> protégeable = pas de juste équilibre car...	≠ contribution personnelle ≠ justification droit d'auteur	Création indépendante qui ne peut être prouvée = copie antériorité = pas de PI	Création indépendante qui ne peut être prouvée = contrefaçon = pas de liberté



## VI. Le choix « créatif » dans la société de l'information

# Le choix « créatif » et le « juste équilibre » dans la société de l'information

- Copie = principe fondamental architecture droit d'auteur
  - Condition de la protection (absence de copie)
  - Condition de la contrefaçon (emprunt coupable)
- Copie = connaissance
- Internet = outil de connaissance
- **Internet affecte le principe fondamental de l'architecture du droit d'auteur**



# Le choix « créatif » et le « juste équilibre » dans la société de l'information

- Comp. Cour EDH, *Comité de rédaction de Pravoye Delo et Shtekel c. Ukraine*, § 63
  - « (...) [l']Internet est (...) un outil d'information et de communication qui se distingue particulièrement de la presse écrite, notamment quant à sa capacité à emmagasiner et diffuser l'information. Ce réseau électronique, desservant des milliards d'utilisateurs partout dans le monde, n'est pas et ne sera peut-être jamais soumis aux mêmes règles ni au même contrôle. Assurément, les communications en ligne et leur contenu risquent bien plus que la presse de porter atteinte à l'exercice et à la jouissance des droits et libertés fondamentaux (...). Aussi, la reproduction de matériaux tirés de la presse écrite et celle de matériaux tirés de l'Internet peuvent être soumises à un régime différent. **Les règles régissant la reproduction des seconds doivent manifestement être ajustées en fonction des caractéristiques particulières de la technologie de manière à pouvoir assurer la protection et la promotion des droits et libertés en cause »**

# Le choix « créatif » et le « juste équilibre » dans la société de l'information

- CJCE, *Bodil Lindqvist*, C-101/01, § 58
  - « Les informations qui se trouvent sur **Internet** peuvent être consultées par un nombre indéfini de personnes résidant dans des lieux multiples et presque à tout moment. Le caractère **ubiquitaire** de ces informations résulte notamment du fait que les moyens techniques utilisés dans le cadre d'Internet sont relativement simples et de moins en moins coûteux »

# Le choix « créatif » et le « juste équilibre » dans la société de l'information

- Déf. JC choix « créatif » pour respect « juste équilibre »
  - « la forme résulte d'un choix créatif s'il n'existe pas de possibilité raisonnable que d'autres créateurs, placés dans les mêmes circonstances, fassent (dans le futur) le choix d'une forme identique ou similaire de manière indépendante »
- Hypothèse JC : Internet augmente probabilité des cas de créations indépendantes réelles (matériel) mais invérifiables (probatoire)
- Solutions JC :
  - Admettre largement création indépendante
    - Insécurité juridique
    - Copieurs protégés (originalité)
    - Copieurs non sanctionnés (emprunt coupable)
  - Adopter déf. JC choix « créatif »



Merci pour votre attention !

[icabay@ulb.ac.be](mailto:icabay@ulb.ac.be)